



Luttons et victoires en Ile-et-Vilaine

La bienveillance, il faut malheureusement parfois l'imposer par le rapport de force...

Certains personnels de direction (peu nombreux, espérons-le) peuvent aller très loin dans le mépris...En octobre dernier, un chef d'établissement demandait sans complexe à une collègue d'EPS (qui devait rester près de son enfant suite à une opération, certificat médical à l'appui, et sans autre possibilité de garde) de rattraper ces quelques heures. Le rattrapage étant impossible (cf installations sportives, etc), il proposait alors de retirer des hse à la collègue (pour un montant supérieur à un jour de salaire...) alors que celle-ci est pourtant investie dans de nombreux projets, et bénévolement...

Triste réalité que ce management froid et cynique...

La collègue, abasourdie, nous demande conseil: nous lui proposons un plan en 2 temps: 1) Mettre le chef face à ses responsabilités en lui demandant de mettre par écrit sa proposition cynique 2) Interpeller le Rectorat sur son soutien ou non à la forme très particulière de bienveillance de ce chef d'établissement.

La collègue étant ok pour ne pas lâcher l'affaire, nous lui soumettons un courrier qu'elle reprend à sa sauce et après 2-3 ajustements, nous lui proposons de l'envoyer à son chef en mettant visiblement le Snep Bzh en copie.

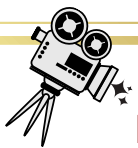
Et là, bingo ! Son chef revient vers elle en lui annonçant qu'il serait "bienveillant" en ne lui demandant plus de rattraper ces heures.

Eclair de lucidité ou rapport de force qui s'inverse...? La réponse se devine aisément quand il demande à demi-mot à la collègue de ne pas ébruiter cette décision...Ce à quoi la collègue répondra que c'est impossible car des collègues sont déjà au courant et que c'est en équipe qu'ils agissent.

Comme le dit cette collègue: **"c'est une petite victoire personnelle"**. Et si elle nous remercie de l'avoir aidé, **nous tenons également à la remercier**, car cette victoire montre qu'on peut inverser le rapport de force en s'organisant collectivement. C'est parfois fatigant de lutter. Mais ça l'est toujours bien plus de subir...

Alors, **merci à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et qui, par leurs actions quotidiennes, nous donnent la force, au sein du noyau Snep35, de nous battre sans relâche avec et pour vous !**

Etienne, Robin, Anne, Laurie et Sami



Il était une fois un ministère (via la Dgesco) qui pensait pouvoir s'essuyer les pieds sur des profs d'EPS bretons...

Bienveillance & Ethique selon la Dgesco et le Rectorat : *"imposer aux collègues dans l'urgence (info le 01/12, visio le 07/12...), de faire passer à tous les élèves de 6ème des tests sport-santé, portant à polémique (sans validation scientifique du lien à la santé pour 4 tests sur 5), par le biais d'une start-up privée (EvalSport), sur des créneaux d'EPS (le 100% savoir-nager passant alors loin derrière le 200% obéir à la hiérarchie)" et nécessitant de récupérer/fabriquer/acheter du matériel...*

Face à cela, **plusieurs collègues ont démontré leur capacité à agir en fonctionnaire éthique et responsable**, en indiquant qu'ils n'accéderaient pas à cette injonction (à l'oral lors de la visio du 07/12, puis par écrit au corps d'inspection EPS et Recteur).

Le Snep-Bzh interpellait également dès le 08/12 le Recteur sur le fond et la forme. **Tandis que plusieurs chef.fes d'établissement posaient le 04/12 la passation de ces tests comme une obligation, il était annoncé à plusieurs équipes le 08/12 que cela pouvait finalement être reporté...** Entre ces deux dates, **il y a juste eu des collègues qui ont osé dire NON** et leur syndicat qui les a soutenu. Bravo et merci à elleux !

Sami

Analyse du contexte politique

- La loi *Immigration* a été votée ce mardi 19 décembre, grâce aux voix d'une partie du parti présidentiel, de la droite et de l'extrême-droite. L'intersyndicale éducation, et notamment la FSU, SUD et la CGT ont lu une déclaration lors du CSA ministériel du 21 décembre pour dénoncer cette loi qualifiée de *« honte pour notre société »*.

Il y a encore quelques années, l'idée de préférence nationale, si elle donnait déjà la nausée, semblait réservée aux discours lepénistes. Aujourd'hui, elle se répand et infuse, au point de devenir la pierre angulaire d'une loi proposée par un gouvernement explicitement inégalitaire et autoritaire.

--> Il y aura des conséquences directes pour nos élèves : perte des allocations familiales, privation du droit à vivre en famille, difficultés accrues pour obtenir la nationalité française bien qu'étant né.e en France.

- Dans le même temps, la Palestine continue d'être plongée dans l'horreur. L'appel de millions de citoyen.nes à travers le monde pour un cessez-le-feu immédiat n'est pas entendu, alors que 20 000 palestinien.nes, dont plus de 8 000 enfants, ont été tués.es par l'armée israélienne à Gaza. Les pays occidentaux n'ont pas mis en place la moindre sanction à l'encontre de l'État d'Israël, **la Fédération Internationale pour les Droits Humains définissant pourtant il y a dix jours les crimes d'Israël sur la population de Gaza de génocide.**

- Le 13 décembre s'achevait à Dubaï la COP 28 présidée par le PDG d'un gros groupe pétrolier avec comme conclusion la « volonté » de sortir des énergies fossiles, sans que ne soient pourtant jamais remis en question les grands projets de forage, tels ceux des 400 puits pétroliers prévus par Total en Ouganda...

Très difficile de se réjouir donc. Et surtout que faire, notamment à notre échelle de profs ? Peut-être commencer par ne pas se taire. Parler, échanger, dans tous les cercles où cela est possible.

Un collègue d'une autre académie nous proposait par exemple de lire dans tous les établissements aux CA de janvier/février, un **voeu rappelant notre attachement aux droits égaux de tous.tes nos élèves, quelles que soient leurs origines.** C'est une idée parmi d'autres. Mais il semble en tout cas primordial de ne pas laisser le vocabulaire nauséabond que l'on retrouve un peu partout se répandre jusque dans nos écoles. Les mots ont un sens et une histoire...à nous de porter un autre récit, davantage en lien avec les valeurs inscrites sur nos établissements

Laurie

Pendant ce temps là dans le monde...



Aux USA, après les victoires syndicales dans le domaine de la santé, c'est au tour du secteur automobile de se réjouir de nettes avancées. 50 000 membres en grève de l'*United Auto Workers* ont conclu de nouveaux accords avec 3 géants de l'automobile (dont Général Motors) actant l'augmentation du salaire en moyenne de 25% (jusqu'à 46%!) indexé sur le coût de la vie, supprimant des niveaux de salaires pour les grilles les plus basses. Une victoire qui montre à nouveau l'importance de la force collective et la puissance de la grève pour l'avancée sociale.



Etienne ALLOT